

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
11 au 17 juin 1998



10,00 F

Ras la coupe !

DÉPUIS LE TEMPS qu'on l'attendait... Les différentes équipes nationales sont arrivées, il y a quelques jours, chacune avec leurs lots de scandales. Bien évidemment les médias jouent leur rôle de filtrage, de désinformation afin de ne pas gâcher le plus grand spectacle mondial de cette fin de siècle.

Parmi ces scandales, le plus choquant nous vient des États islamiques. L'équipe d'Iran, au cours de sa phase de préparation en Bretagne, a réussi à imposer la loi coranique dans plusieurs lieux qui les accueillent. Dans les hôtels, ce sont des hommes qui doivent servir à table, les femmes quant à elles sont en cuisine ou dans les chambres! À Pornic (50 km de Nantes) les habitants apprécient de moins en moins la venue de l'équipe des

comme des rois en « pays » conquis. Cette conquête du capitalisme footballistique mondial s'accompagne très logiquement d'un redéploiement des forces de l'ordre, beaucoup plus sensibles dans les villes d'accueils. Depuis deux à trois semaines les militaires ont pris pied dans les gares et expulsent les quelques SDF qui gâchent le paysage. Au-delà d'une revigoration du plan Vigipirate, c'est aussi des services tels que le R.A.I.D., le G.I.G.N. qui vont être mobilisés. Dans chaque département accueillant la coupe du monde, un juge est nommé afin d'intervenir par comparution directe en cas d'incidents. Même le maire de Lens dénonce ce phénomène: « Nous ne ferons pas la fête dans une ville en état de siège. » (1) Des cellules de détention existent aux abords de tous les stades. Le message dans la

mations sur la coupe au F.N. qui a toujours soutenu l'idéologie réactionnaire et inégalitaire du sport de compétition.

Objectifs avoués et critiques libertaires

À travers cette coupe, les capitalistes savent très bien où ils vont. Dans un premier temps la commercialisation de ce spectacle à l'échelle de la planète répond à deux objectifs:

- la massification de cet « opium », de cette nouvelle religion (qui a moins d'un siècle) est un outil d'unification interclasses très opportun pour les tenants du pouvoir;
- un enjeu financier direct.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. La FLEA. pèse 1200 milliards et l'objectif, dans les huit années à venir, est de triplé

• Sans-papiers : analyses
et actualité des luttes

page 2

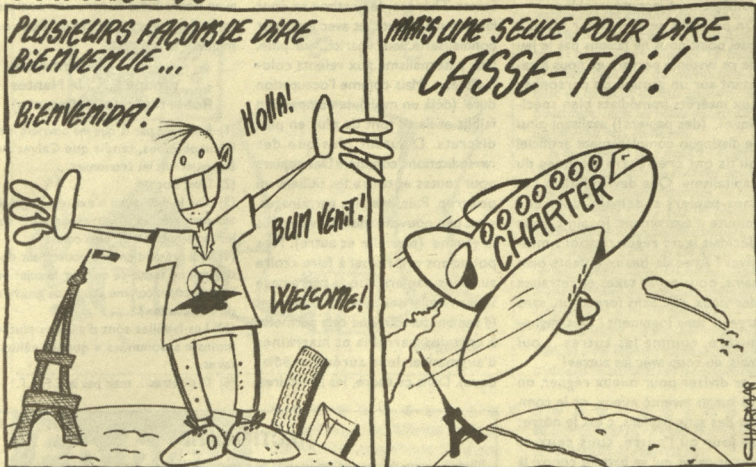
• Antifascisme :
En Bretagne comme
ailleurs

page 5

• Ukraine :
Répression contre des
militants anarchistes et
écologistes

page 6

FRANCE 98



États-Unis et de ses services secrets. Pendant quatre jours (du 21 au 25 juin), on annonce qu'une ou deux plages seront interdites au public. Les habitants seront munis de laissez-passer avec pour certaines rues avant et après le passage de l'équipe des inaccessibilités. Quant au staff technique, il lui a semblé que le terrain était trop petit de 20 cm, les travaux ont été réalisés au frais des contribuables! L'Angleterre pour la détente de ses joueurs a, quant à elle, réclamé la construction d'une piscine privée au coût de 700 millions de francs... Les footballeurs arrivent

presse est clair: l'image de la France est en jeu! On craint le hooliganisme alors que celui-ci ne fait qu'exprimer le dilemme, la contradiction qui existe entre des groupes sociaux en bas de l'échelle sociale et condamnés à y rester et la culture sportive qui exalte le succès. La dramatisation, la théâtralisation du match de football fonctionne souvent sur le symbolique (« À mort l'arbitre... ») mais peut passer à tout moment à l'acte...

À côté de cette forme de militarisation, les médias quasiment dans leur intégralité, maintiennent une véritable chape de plomb. À peine quelques syndicats, très (et trop) catégoriellement, menacent d'une intervention pendant la coupe que c'est un tollé général dans la presse qui crie avec tous les libéraux au scandale. On ne peut pas nuire à cet événement: du P.C.F. qui publie un numéro spécial de l'Humanité d'informa-

ce chiffre d'affaire. Mais les chiffres les plus gros nous viennent du privé. Le sport, par exemple, explique en partie la réussite d'une multinationale comme Coca-Cola: cette marque est plus connue en France que Chirac lui-même. Cet événement est donc une aubaine. Les chambres de commerces sont sur le pied de guerre: « C'est une opportunité extraordinaire et les responsables sportifs cherchent donc à organiser la concurrence, à structurer la compétition pour créer le maximum d'incertitude afin que les spectateurs soient toujours aussi nombreux et aussi présents dans les stades » (2)

Dans un contexte de luttes (chômeurs, sans papiers...) on peut comprendre la faiblesse des réactions contre la coupe, même si on le regrette. Quelques associations se sont créés (COBOF, la coupe est pleine...) sans représenter une force ●●● page 8

EDITORIAL

Effet réactionnaire et effet de manche! C'est ce qui ressort de la dernière semaine et qui va sans aucun doute déborder sur les prochaines semaines du fait des réactions qui s'en sont dégagées.

Pour le premier effet, rappelons-nous: en novembre-décembre 1995, les médias avaient voulu jouer les français contre les mauvais fonctionnaires qui faisaient grève; cela avait été de courte durée, la population étant quasiment solidaire des grévistes; maintenant, ils nous la jouent tous contre les mauvaises grèves dans les transports, que ce soit à Air France ou à la SNCF, qui ternissent l'image de la France à cause du Mondial de football. Ce qui paraît évident, c'est que pour les salariés de ces entreprises, c'est un formidable vecteur pour revendiquer et se faire entendre. Nous ne pouvons donc que condamner l'effet réactionnaire qui a découlé de cette campagne médiatique. Il n'est pas dans nos habitudes d'hurler avec les loups, et surtout lorsqu'une grève peut perturber économiquement une manifestation comme le Mondial.

Pour le second, si l'on vous dit « discrimination positive et égalité des chances », vous pensez évidemment aux ZEP, zones d'éducation prioritaires. Cette appellation n'est qu'un pis-aller pour signaler les établissements difficiles où se retrouvent des enfants d'immigrés et de classes sociales défavorisées. Le récent colloque dans la banlieue de Rouen ne peut être qu'un effet de manche par le gouvernement Jospin en direction de la communauté éducative. Des annonces en trompe-l'œil! Parce qu'on demande plus aux profs de gérer la misère sociale à moyen constant qu'autre chose! Heureusement, le principal électoralat de gauche sait être inventif quant à la pédagogie, lorsqu'il s'agit de maintenir une soupape de sécurité. Mais jusqu'à quand? Le gouvernement Jospin l'a bien compris. D'où toute cette poudre aux yeux pour rassurer. Mais ne nous trompons pas: pour que l'égalité sociale et économique soit effective, ce ne sont pas les réformes annoncées qui changeront un tant soit peu la réalité. Pour ce faire, nous proposons, et cela sans les effets cités ci-dessus, la révolution sociale. Un projet trop ambitieux? Et si nous y allions tous ensemble?

ISSN 0026-9433 - N° 1127

M 2137 - 1127 - 10,00 F



FOP 2520

Sans-papiers: comment rester libertaire à l'ombre des flics et des cathos ?

SANS-PAPIERS: ENTRE PRÉCAIRES collectifs autonomes et répressions policières, entre associations humanitaires et petits récupérateurs politiques, comment pouvons-nous faire vivre une solidarité politique ?

Le silence des agneaux...

Il nous faut d'abord saluer bien bas les prouesses des faononneurs professionnels d'opinion publique. Arriver à rendre les migrants, premières victimes du capitalisme, responsables de « problèmes économiques » (1)... c'est sans doute pas nouveau mais c'est quand même très fort... Le consensus « populaire » est à ce jour exemplaire; comme l'est cette rhétorique qui transforme des victimes en responsables d'un système qui les écrase. Arriver à nourrir l'imaginaire du bon peuple avec la vision d'une France économiquement exsangue, menacée par des flots de parasites affamés... alors que chacun, tous les jours, a sous les yeux le spectacle d'une société dégoûtante de marchandises, où les « scandales financiers » explosent partout, où les industries de luxe prospèrent (le yacht se porte bien cette année).

Quel talent, ces hommes d'image et de sondages... La palme, quant au mensonge institutionnalisé (coloré alors d'humanisme bon teint), revenant à nos amis chrétiens de gauche ou fiers républicains roses: ils sont bien braves ces immigrés, et c'est pas gentil de dire qu'ils nous sont inférieurs, mais que voulez-vous, « La France ne peut accueillir toute la misère du monde » (2). Le gâteau est petit, il faut vous éliminer entre vous ou vous allez tous crever de faim... Merci aux Bilalian, Ruquier, et autres soporifiques « médiatiseurs » d'avoir bien rabâché la leçon à vos « chers-zauditeurs ». Ils ont désormais l'impression d'avoir toujours su cette vérité première: ce sont les étrangers pauvres qui créent misère et racisme (3). Le message est unique et insistant: « ils sont de trop! » Les collectifs de lutte semblent donc

être dans une impasse: les gouvernements français de cette fin de siècle (4) sont fermement décidés à ne rien lâcher. Dans le milieu associatif, les militants s'essouffent ou s'écoeurent: chaque mini-victoire (et un p'tit lot de régularisations pour fêter les élections!) étant effacée par une nouvelle loi réactionnaire étrangeant les sans-papiers. Et, année après année, les lois xénophobes et les déclarations racistes de nos « représentants » sont accueillies dans un silence de plus en plus oppressant... Plus l'exploitation sociale s'alourdit (licenciements, médecine à deux vitesses, coût prohibitif du logement, répressions policières...), plus on se recroqueville sur ce qui nous reste et plus on ferme les yeux sur les coups qui ne nous sont pas destinés... pas encore...

Anesthésier pour mieux saigner...

Cette purée mentale qui nous fait transformer la victime en responsable et l'exploiteur en sauveur (merci patron, merci l'État, pour mon contrat à durée déterminée); est le fruit d'un savant travail de lobotomisation progressive que nous devrions peut-être attaquer plus violemment et plus concrètement qu'en insultant périodiquement la « presse bourgeoise ». La peur du flic et la détresse financière sont d'une efficacité reconnue pour calmer les masses et embrumer les cerveaux, mais la société du spectacle (bonjour la coupe du monde!), la société de consommation (j'ai pas le moral, j'avais m'acheter un kangoo à crédit) a réussi ce tour de force de nous enfermer en nous faisant croire à notre liberté, d'empêcher des êtres humains de circuler en nous faisant croire que c'était pour notre sécurité! Ouvrir les yeux sur cette réalité, est le premier pas décisif vers une nécessaire solidarité de classe. N'oublions pas qu'ils sont en train de nous marchander le droit de circuler, le droit de stationner, le droit

de vivre quelque part sans travailler (Et l'État dit, « Tu travailleras à la sueur de ton front »), le droit d'y vivre en travaillant (visa touristique: « dépense et casse-toi! »), le droit d'exister en somme! Il est vrai que les entreprises ne circulent pas, elles, elles se délocalisent... Les femmes guinéennes interviewées (cf. ML n° 1125) ne pouvaient, par exemple, imaginer une autre « force obscure » que ce méchant préfet, géographiquement bien situé, qu'elles accusent de « ne pas avoir pitié », alors qu'aujourd'hui comme hier, les préfets ne sont que de zélés serviteurs de l'État. À une échelle plus large, combien de milliers de précaires essaient désespérément de réformer, à leur niveau, une société qui ne vise que sa survie, et celle de ses serveurs reconnaissants?

Un (capitalisme) pour tous, tous contre un...

Ce sont nos droits les plus élémentaires que nous défendons en luttant avec les sans-papiers: le droit de ne pas avoir peur, en permanence, des contrôles d'identité, le droit de ne pas être emprisonné, tabassé, et expulsé (parfois vers une mort assurée). C'est un réflexe d'auto-défense mentale qui nous aidera à ne pas tomber dans le piège du: « Chaque problème a son spécialiste, son expert, et sa solution économiquement incontournable ». On pourrait se demander jusqu'à quel point nous ne faisons pas le jeu de ce système pervers en nous focalisant sur un groupe de personnes aux intérêts immédiats bien spécifiques, (des papiers!) avalisant ainsi le distinguo complètement artificiel qu'ils ont créé entre victimes du capitalisme. Que deviendraient ces sans-papiers si demain, dans une minute d'égarement, Jospin-Chirac décidait leurs régularisations massives? Avec de beaux enfants bien sains, pour payer taxes et retraites des vieux (5). Sans formation, sans argent, sans logement? Des gagnemiers, comme les autres... oui mais, du coup avec les autres! Car diviser pour mieux régner, on n'a jamais inventé mieux, or le combat des sans-papiers, c'est le nôtre: un jour ou l'autre, tous ceux et toutes celles qui se battent contre la logique financière capitaliste se verront refuser le droit de circuler librement, le droit de manifester, le droit de prendre la parole... La solidarité avec les sans-papiers est aussi une solidarité de classe. Nous refusons le « cas par cas » social, nous n'acceptons pas qu'on prenne une bouchée aux sans-papiers pour la donner aux RMIstes, etc. Nous ne nous gargarisons pas d'idéologie et

nous savons fort bien que le quotidien d'un sans-papiers est plus pénible que celui de son collègue Martin: c'est pourquoi, anarchistes, nous réclamons pour les sans-papiers, sans état d'âme, cartes de dix ans et droit de vote! Mais, pas plus qu'un collectif de sans-papiers musulmans squattant une église ne nous amènera à une indulgence épisodique envers les sexistes et les religieux, pas plus nous n'accepterons qu'on pose l'existence de sans-papiers comme un problème « humanitaire ».

Que faire...

Toutes et tous dans la même galère, c'est ensemble qu'il nous faut repousser les Debré-Chevènement et autres fossoyeurs républicains de la liberté et de l'égalité. Une société libertaire est l'alternative que nous défendons et nous n'attendons pas un quelconque grand soir pour la faire vivre: jour après jour, dans ces collectifs comme ailleurs, ne cloisonnons pas les luttes, ne les hiérarchisons pas: sexisme, antisémitisme, et prosélytisme religieux sont autant de poisons que nous ne saurions oublier de voir, « le temps de régler tous les problèmes de régularisation ».

Tous ces problèmes apparaissent parmi les soutiens aux sans-papiers. Ainsi à Nantes, par exemple, au début de l'occupation de l'église Sainte-Thérèse, les cathos se sont faits omniprésents, et avec eux, leur bondieuserie, leur charité, leur pitié, leur paternalisme aux relents colonialistes... Mais comme l'occupation dure (déjà un mois), la compassion faiblit et ils se font de plus en plus discrets. D'autant plus que des revendications comme « Des papiers pour toutes et tous » les titillent un peu trop. Puis, avec les parrainages, c'est une nouvelle mise en valeur de la gauche (plurielle et autre). Nos politiciens ont réussi à faire croire aux sans-papiers que le parrainage va les régulariser systématiquement (il semble surtout que cela permette à certains parrains et marraines d'augmenter leur auréole médiatique). Dans ce cadre, les libertaires,

présents quotidiennement depuis le début, ont fort à faire et essaient d'appliquer leurs idées d'égalité et de solidarité avec les migrants. La création de comités « anti-expulsions », fait récent, peut marquer un vrai renouveau dans la lutte, et ce d'autant plus fortement qu'on commence à voir des syndicats s'y investir! Leurs droits sont nos droits reprennent-ils! C'est ainsi que le 1er mai, à Nantes, a vu la C.G.T. (6) laisser défilier devant elle le collectif de sans-papiers: saine façon, pour tous, de transformer les fions-fions d'une « commémoration » en réelle manifestation politique.

Quant les passagers d'un vol Air France se sont solidarisés des sans-papiers expulsés vers le Mali, ça a provisoirement tiré d'affaire ces sans-papiers, ça a clairement été une décision d'individus libres (quant aux passagers), et ça peut généralement contribuer au réveil de neurones anesthésiés.

Il est hors de question de tomber dans le piège du Zorro blanc sauvant la veuve et l'orphelin basané: les droits des sans-papiers, ce sont les nôtres; leur exploitation n'est que le premier chapitre de ce qui attend toute une classe sociale, et nous nous défendons nous-même en nous solidarissant avec eux. L'action directe est une réponse indispensable à la répression contre les sans-papiers, mais indispensable également est la mise en perspective de ce combat avec notre lutte contre une société basculant vers l'horreur économique.

Raymond
groupe F.A. de Nantes
Robert (Scalp/NoPasarán)

- (1) Entendez par là que les ouvriers ont les problèmes, tandis que Calvet ou Bouygues ont les économies...
- (2) Dixit Rocard
- (3) Car le F.N. aussi n'existe que grâce aux immigrés, et aux irresponsables qui les soutiennent, c'est bien connu!
- (4) Qui prétend encore pouvoir les distinguer, ne serait-ce que sur le sujet de l'immigration, comme étant « de gauche » ou « de droite »?
- (5) Les familles sont d'ailleurs plutôt moins « assommées » que les célibataires...
- (6) Et d'autres... mais pas la C.F.D.T.!

RECTIFICATIF

Plusieurs amputations ont rendu certains passages de l'article sur Mai 68 intitulé « On n'est pas sérieux quand on a dix-neuf ans » et paru dans notre précédent numéro totalement incompréhensibles.

Page 2, troisième colonne, la phrase commençant par « Tout se passe dans l'ignorance... » était ainsi construite: « Tout se passe dans l'ignorance ou le refus du jeu politique traditionnel et dans la plus grande liberté. Si la faiblesse théorique caractérise alors nombre d'entre nous, on se rend bien compte... », etc. Quelques lignes plus bas, il faut lire: « jamais je ne les vois dans les moments les plus difficiles. »

Quatrième colonne, la phrase commençant par « le paradoxe est que... » doit être ainsi rectifiée: « le paradoxe est que, comme d'autres salariés de mon âge, nous parlons "comme des étudiants", sans l'être. On nous confond d'ailleurs parfois avec eux. »

le monde
libertaire

Rédaction-Administration: 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08
Fax: 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien: 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé: tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays A partir du n° (Inclus).

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte: CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration:
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication: André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie: La Vigie, 24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

Souscription Monde libertaire

Mai 1998: Noubleau, Masurel H.: 210 F; Breton M., Duet M., Morand C., Coedic J-L, Adeline P., Chauvin, Garcia-Montuenga, Rochard, Balleribien, Ligall, Borrat A., Solveig, Devriendt, Gorgier, Regard, Fosse: 60 F.
Total = 1380 F.

CIVAUX

La vitrine technologique du XXI^e siècle défaille!

Pendant les manifs de la fin 1995 on se souvient que la C.G.T.-E.D.F. avait qualifié la centrale nucléaire de Civaux (près de Poitiers) de vitrine technologique du XXI^e siècle, voulant montrer ainsi le consensus allant de l'État aux travailleurs sur cette question du nucléaire, pourvoyeur d'emplois.

En fonctionnement depuis quelques mois cette centrale a connu plusieurs incidents très mineurs. Mais ces incidents qualifiés de minimes servaient à faire de la propagande sur la transparence de l'industrie nucléaire, «vous voyez même quand une ampoule défaille, vous êtes au courant».

Dans le même esprit un exercice grandeur nature avait été réalisé le 9 décembre 1997, avec déploiement de gendarmerie, cellule de crise à la préfecture et médiatisation à outrance.

Mais la nuit du 12 au 13 mai 1998 a vu se produire un incident de niveau 2 (sur une échelle de 7), en réalité ni plus ni moins qu'une fuite d'eau sur le circuit de refroidissement du réacteur n°1 (à l'arrêt). On est fier d'apprendre qu'un incident de ce type est une première en France. Un ouvrier de la centrale a quant à lui reçu l'équivalent de la dose limite

annuelle. Les 300 m³ qui se sont échappés par la fissure de 18 cm de long sur 2 à 3 millimètres de large sont retenus dans des bassins prévus à cet effet. Mais des interrogations demeurent, que se serait-il passé si cela s'était produit, il y a quelques semaines pendant le fonctionnement du réacteur? Qu'en est-il des autres soudures?

On nous prendrait pour des cons ?

Le plus hallucinant est que cet incident de niveau 2, classé niveau 1 les premières heures, n'a pas vu le déclenchement d'un plan quelconque vis-à-vis de la population, même le préfet de région a été tenu à l'écart et prévenu que le lendemain matin, alors les habitants...

Les jours suivants nous avons appris (*Nouvelle République*, 29 mai) que le cœur de la centrale allait être déchargé pour des analyses plus poussées sur le circuit de refroidissement qui présente des micro-fissures. La centrale de Chooz dans les Ardennes, de même génération va subir les mêmes manipulations et analyses. Même la presse locale qualifie l'incident d'inquiétant, parle de malaise, d'incident invraisemblable... ce qui n'est pas fait pour nous rassurer.

La machine étatique a maintenu coûte que coûte la construction et la mise en service de cette centrale du dernier cri qui en plus ne correspond à aucun besoin énergétique. Il s'agit en réalité de montrer ce que la France est capable d'exporter. Habitants proches de la centrale nous avons la désagréable impression d'être des cobayes pour le bien du commerce extérieur.

Après la centrale, on veut nous imposer l'enfouissement de déchets radioactifs via la construction d'un

laboratoire de recherche dans le sud du département de la Vienne. Nous devons réclamer l'arrêt définitif de cette centrale de Civaux et refuser l'enfouissement des déchets à La Chapelle Bâton (ni ici ni ailleurs mais autrement!). Cet incident doit nous permettre de relancer le débat sur l'industrie nucléaire en France, sur ses dangers et sa logique libérale.

À l'heure où certains décideurs économiques hésitent à se relancer dans le renouvellement du parc nu-

cléaire (tant mieux), faute de perspectives de profits assez juteux, forçant ainsi le lobby nucléaire à des campagnes de publicité massives, il convient de s'inquiéter de ce que va devenir l'industrie électronucléaire vieillissante et les déchets, et qui va payer? Ceux qui ont réalisé des profits, ou tous les autres?

Cyrille
liaison Sud Vienne

Pour tout contact : Fédération anarchiste Vienne tél/fax : 05 49 88 34 08

CLERMONT-FERRAND

Sans-papiers: une solidarité active

DEPUIS LE 14 AVRIL, des sans-papiers occupent l'église Jeanne-d'Arc à Clermont-Ferrand. Ils sont soutenus par un collectif rassemblant 35 organisations et un collège de 104 parrains.

En réponse au traitement arbitraire de leurs dossiers par un personnel trop zélé, préfet en tête, qui met toute son expérience au service des consignes nationales (ne régulariser qu'un demandeur sur deux), le 29 mai, cinq Guinéennes, accompagnées de leurs enfants sont allées crier leur colère et leur désespoir.

Deux représentants du collectif ont été admis dans la préfecture avec beaucoup de difficulté, pour les aider dans leur démarche. Dure journée pour ces femmes et ces enfants qui sont entrées dans les locaux à 9 heures, pour n'en ressortir qu'aux environs de 18 heures. D'autant plus dure qu'interdiction a été faite au collectif de leur apporter de la nourriture, seuls les bébés ont eu droit à un biberon vers 16 heures.

À la faveur d'une mise à l'écart des deux représentants du collectif, les cinq Guinéennes ont été expulsées (le terme n'est pas trop fort) par les forces de l'ordre via les sous-sols du bâtiment.

Le dialogue n'a pas été facile... Un fonctionnaire se serait même permis d'apostropher une des femmes par un cinglant «toi je ne t'ai pas parler!»

À leur sortie, l'indignation des manifestants a été telle qu'un sit-in improvisé a bloqué la circulation du centre-ville.

Nous étions plus d'une centaine à scanner avec les Guinéennes «Des papiers pour tous les sans-papiers».

Bilan

Ces cinq familles n'ont obtenu qu'un titre de séjour de trois mois. Si l'administration espère une démobilité au mois d'août, elle se trompe!

Coup médiatique intéressant pour le pouvoir grâce à la presse locale. Le journal *La Montagne* qui ne craint pas les concurrents puisqu'il est en position de monopole, a censuré l'action préfectorale en laissant penser que le préfet avait déjà fait le maximum dans cette affaire.

Malgré les promesses faites aux sans-papiers, la confiance naïve n'est pas à l'ordre du jour. Certains parrains et personnalités du collectif craignent fort des arrestations et des expulsions dans les prochains jours, en dépit des recours déposés. D'autant plus que tous ne se sont pas fait connaître du collectif.

Concernant les célibataires, il semblerait qu'ils ne seront pas régularisés au seul motif de leur célibat, et ce malgré tous les justificatifs présentés (fiche de paie, quittances de loyer, cartes de sécurité sociale, etc.).

Devant un tel luxe de mauvaise foi et, somme toute, de mépris devant la volonté administrative de rester sourd à toute argumentation, beaucoup se déclarent prêts à la désobéissance civile, émus compris. Un journal du collège des parrains a même vu le jour. Dans sa première édition, des personnalités de tous

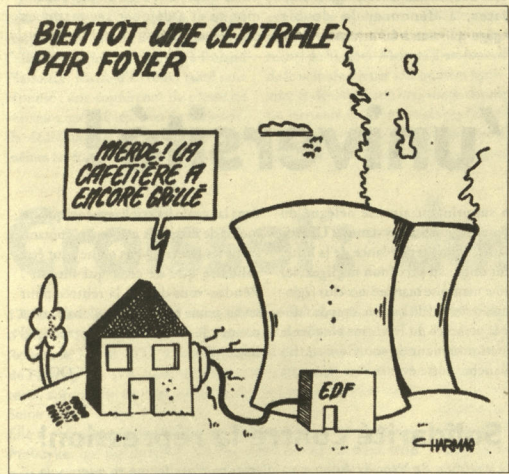
horizons y expriment leur révolte et dénoncent (socialistes et Verts inclus) l'application faite de la circulaire et de la loi Chevènement. Un tract du collectif dénonce nettement «la loi Chevènement du 11 mai 1998 qui ne rompt pas avec la logique Pasqua-Debré».

Une pluie battante n'a pas empêché la manifestation du 6 juin de rassembler environ 300 personnes. Pendant qu'une délégation était reçue à la préfecture, les manifestants ont bloqué tout le centre-ville durant deux heures. À l'issue de cette journée, les bonnes paroles du préfet Leblond nous ont été transmises. Il apparaîtrait qu'il se penche tous les jours un peu plus sur les dossiers. Continuons donc de manifester, il finira peut-être par tomber...

Pour Yunus Jalow, le porte-parole des sans-papiers, aucune hésitation : «La seule façon de mettre un terme à ses situations [...] est d'abroger la loi Chevènement.»

Espérons que la prochaine fois le slogan sera «Leblond es-tu Papon? Jospin es-tu Pétain?». «Non aux déportations». Aujourd'hui, un autre discours que celui du paternalisme se fait entendre. Dans cette société dite moderne, circulent librement les marchandises et surtout les capitaux au gré des marchés financiers. L'argent circule librement mais pas les hommes, les femmes, les enfants qui sont aujourd'hui sacrifiés à la folle logique du pouvoir de l'argent. Il faudra bien que ça change!

Martine. - groupe Spartacus



En bref

■ Le groupe de Marseille de la Fédération anarchiste tient ses permanences chaque samedi de 15 à 17 heures au « Rai libre », rue thiers (Réformés).

■ La F.A. de la Creuse organise son quatrième camping anarchiste à la Celle-Dunoise (camping municipal «Les Sillons») du 6 au 12 juillet 1998. Repos, détente, débat, discussions, repas collectifs. Renseignements: 05 55 81 18 77.

■ Le Communard est le journal groupe de Metz de la F.A. On peut l'obtenir contre 4,50 F en timbres. c/o CRES - B.P. 113, 54510 Tomblaine. C'est à cette adresse que l'on peut contacter le groupe de Metz.

■ Sortie du nouveau numéro d'Alternative libertaire.

Au sommaire: Polices - Intervention sur la boîte postale d'AL; DOSSIER: Pour en finir avec le travail; Comités de chômeurs, Contre les exclusions aux indemnités; Cinéma belge: l'imposteur Jan Bucquoy; De Mai 68 à mai 98...; Bollewinkel: Je suis fier d'être honteux d'être belge; L'horreur patriarcale; Quelques pas vers la révolution; Mondial: Le mensonge du ballon rond; La 5e feuille de résistance du collectif «Chômeur, pas chien!». Alternative Libertaire est disponible par correspondance: au numéro 100 BEF ou 20FF-abt. pour un an 700 BEF ou 200FF. Chèque à l'ordre de Roger Noël - BP 103 - 1050 Ixelles 1 - Belgique

<p>1996</p> <p>la FRANCE accueille le monde</p> <p>la GAUCHE expulse le monde</p> <p>ce n'est pas en appliquant les idées à Le Pen que l'on combat le Front National 50000 expulés par avions, par trains, par bateaux ?</p> <p>Fédération Anarchiste 100 rue d'Alger - 75013 Paris</p>	<p>la FRANCE accueille le monde</p> <p>la gauche au pouvoir expulse le monde</p> <p>pendant un mois bonjour le monde</p> <p>depuis un an bonjour les dégâts</p> <p>Fédération Anarchiste 100 rue d'Alger - 75013 Paris</p>
<p>la FRANCE accueille le monde, la coupe remplit les stades</p> <p>la GAUCHE remplit les charters</p> <p>90 000 expulés par avions, par trains, par bateaux ?</p> <p>Fédération Anarchiste 100 rue d'Alger - 75013 Paris</p>	<p>la FRANCE accueille le monde, la coupe remplit les stades</p> <p>la GAUCHE remplit les charters</p> <p>90 000 expulés par avions, par trains, par bateaux ?</p> <p>Fédération Anarchiste 100 rue d'Alger - 75013 Paris</p>

Autocollants édités par la F.A., vendus à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 15 F les 50 exemplaires

55^e congrès de la Fédération anarchiste

Les 30, 31 mai et 1er juin dernier s'est tenu à Montpellier le 55^e congrès de la Fédération anarchiste. Ce fut l'occasion durant ces trois jours de faire le point sur une année riche en événements et luttes sociales. Au centre des débats se trouvaient la lutte des sans-papiers, la montée des idées fascistes et un état des lieux du mouvement des chômeurs et de notre investissement dans celui-ci. À cet effet, le congrès reçut les salutations de plusieurs délégués de collectifs de chômeurs du sud de la France. En terme de perspectives, nous nous sommes surtout efforcés, dans un contexte de gauche au pouvoir, de réfléchir au renforcement d'un mouvement social autonome par rapport à toute représentation politique

en favorisant essentiellement la pratique de l'action directe. Il fut aussi abordé l'importance de la redéfinition et de la popularisation du projet social libertaire. Enfin, la question de la promotion et de la défense de nos œuvres pris une place dominante dans ce congrès. Il ne faut pas oublier que Radio Libertaire comme notre hebdomadaire *Le Monde libertaire* subissent des attaques sous la forme de procès.

Nous vous présentons donc ci-dessous la motion adoptée sur l'antifascisme ainsi que le communiqué de presse dénonçant les pratiques du maire socialiste de Noisy-le-Grand envers notre journal.

Ni fascisme ni post-fascisme

LE CHANGEMENT PROPOSÉ par le Front national n'apporte pas une voie politique et sociétale nouvelle mais vise à mettre en pratique de vieilles idées déjà éprouvées douloureusement, en particulier en France.

-10 juillet 1940: l'assemblée nationale vote les pleins pouvoirs à Pétain (y compris une majorité d'entre les socialistes). C'est le début de la «révolution nationale», puis «la voie de la collaboration»;

-avril 1998, les élus du centre et de droite pactisent avec le Front national lors des élections régionales.

Le FN a désormais enraciné son électoralat et profite du jeu politicien pour s'ancrer dans les institutions. On peut s'attendre à ce qu'il s'affirme à nouveau à l'occasion des prochaines élections, les européennes, puisque le thème de

l'Europe divise la droite comme la gauche.

Aucun parti politique ne peut passer pour un rempart crédible contre la progression du FN. Pas le PS qui est pour beaucoup dans sa médiatisation, se conduisant en pompier pyromane. La préférence nationale ne s'exprime pas seulement à Vitrolles mais aussi dans les lois Chevènement. Pas le PC dont les thèmes nationalistes et autoritaires ont permis le transfert de nombre de ses électeurs vers le parti qui se prétend faussement être aujourd'hui «premier parti ouvrier de France». Non plus les politiciens de droite qui en sont venus à composer puis à pactiser plus ou moins secrètement avec les néo fascistes et n'ont pas rendu ceux-ci plus respectables mais se sont simplement révélés plus malhonnêtes que ne le croyaient les électeurs. Les partis de droite

comme de gauche souhaitent en vérité maintenir l'ordre établi.

Lutter contre le FN ne suffit pas. Il faut surtout lutter contre ses idées, ses valeurs et ses pratiques. Celles-ci se diffusent à tous les niveaux de la société, par les discriminations de toutes ordres (chômeurs, immigrés femmes, homosexuels...); la banalisation de la xénophobie et de l'antisémitisme, l'exploitation de la délinquance et du chômage dans un discours terrorisant sur «l'insécurité», liant presque toujours délinquance et immigration. Tout parti politique a maintenant inscrit un chapitre «sécurité» dans son programme.

La fédération anarchiste entend donc s'inscrire non pas dans un «Front républicain» électoraliste mais dans un front des luttes. Les anarchistes appellent à investir toutes les luttes qui sont non seule-

Monsieur Pajon, il est interdit d'interdire

Michel Pajon, député-maire PS de Noisy-le-Grand, a porté plainte contre l'hebdomadaire *Le Monde libertaire*. L'article poursuivi rappelait son refus de faire nettoyer les inscriptions racistes des murs de «sa» ville et son rôle dans la construction d'une chapelle intégriste. Se réfugiant sous l'autorité de la ville, M. Pajon demande 130 000 F de dommages et intérêts, il tend ainsi à compromettre l'existence d'un journal d'opinion créé il y a plus de cent ans.

Tous ceux qui sont attachés à la liberté d'expression ne peuvent admettre aujourd'hui que l'on puisse au moyen de l'argent refuser le débat d'idées en tuant la parole libre. (cf. les dernières décisions de justice visant à asphyxier les éditeurs).

La Fédération anarchiste réunie en congrès condamne sans réserve cette atteinte à la liberté d'expression, ne se laissera pas bâillonner, et organise la riposte.

Fédération anarchiste, le 1er juin 1998

ment sociales mais visent à repousser toute expression de xénophobie, à déconstruire les slogans simplistes, à dénoncer le double langage qui vise à faire passer pour

respectable un parti dont les fondements idéologiques sont parmi les pires que l'on ait connus dans le monde et à déjouer ses tactiques opportunistes.

RENNES

Le Front national à l'université!

LE CONSEIL RÉGIONAL dispose, en Bretagne comme ailleurs, de sièges dans les Conseils d'administration des lycées et de la plupart des facultés ou organismes culturels de la région. La pratique bretonne consiste à répartir ces délégations au strict pro-rata des élus : c'est ainsi qu'une quarantaine d'établissements d'enseignement, de recherche ou de culture viennent d'être gratifiés d'un représentant émergeant au Front national.

S'il est traditionnel en Bretagne, ce partage du gâteau a fait des vagues cette année pour deux raisons bien distinctes. La première est que la gauche plurielle, dans la foulée des accords droite-FN en Rhône-Alpes et ailleurs, y a trouvé matière à fragiliser la majorité régionale conservée d'une seule voix par la droite. La seconde est une erreur de casting de la part du Conseil régional.

Les matheux résistent

Les précédentes mandatures de délégués F.N. n'avaient guère soulevé de vagues, parce qu'elles concernaient des structures de petite taille (donc à faible capacité d'opposition), ou des établissements soucieux avant tout de ne pas déplaire à l'important bailleur de fonds qu'est le Conseil régional. La désignation de l'UFR de Mathématiques de l'Université de Rennes I comme point de chute du leader régional de l'extrême-droite, Maugendre, a sensiblement changé la donne.

La communauté mathématique jouit d'une solide tradition cosmopolite et se

souvient de luttes «exemplaires», notamment pendant la guerre d'Algérie. Il n'est donc pas trop surprenant que la réaction à la nomination de Maugendre ait été déterminée et unanime chez les quelque 150 enseignants et chercheurs de l'UFR de Maths : il ne sera pas question d'accepter un représentant du Front national au Conseil de l'UFR! Motion, pétition, manifestation, la mobilisation est forte malgré un calendrier peu propice en période d'examens. Soutenus par l'intersyndicale de l'Université, les matheux ont entraîné dans leur sillage d'autres UFR et des Conseils d'université plus ou moins déterminés.

Le 29 mai, une manifestation devant le Conseil régional a exigé le retrait de toutes les délégations F.N. Cette manif, qui concernait tous les établissements menacés, a rassemblé quelque 600 manifestants. Il faut noter que l'appel émanait de l'intersyndicale de l'université d'une part, et du Comité de vigilance antifasciste d'autre part. L'intersyndicale a tenu à se distinguer du Comité, cartel d'organisations trop manifestement soucieux de servir de marchepied à la gauche locale. D'ailleurs, si le Conseil régional a refusé de recevoir toute délégation, le chef de file des élus socialistes a accordé une entrevue au Comité, mais pas à l'Intersyndicale, sans doute trop indépendante à son goût. Le message lu à l'issue de cet entretien, chef-d'œuvre de récupération politicienne sur le thème «aidez les élus de la gauche plurielle», risquait en effet de mal passer auprès de délégués mal contrôlés : la gauche plurielle n'a-t-elle pas accordé le

même type de délégations au F.N. dans la région Nord entre 1992 et 1996 sous Blandin? Ne l'accorde-t-elle pas aujourd'hui encore dans le Centre, sous Sapin? Autant de questions déplaisantes qu'un syndicaliste de base aurait été susceptible de poser aux élus de gauche, ce dont il ne pouvait évidemment être question!

Méfiance envers les politiciens!

Le bilan provisoire et les perspectives de ce mouvement sont intéressantes. D'une part, il se confirme que les politiciens sont plutôt malvenus dans cette lutte, dès lors qu'elle mobilise effectivement à la base. D'autre part, et moins réjouissant, le risque est grand de voir la majorité des établissements courber le dos par fatalisme, réalisme financier ou tout simplement indifférence. Sur les 6 composantes de l'Université directement menacées, seuls l'UFR de Maths s'est réellement mouillé, les autres ont évité de s'exposer. Du côté des établissements non universitaires, les réactions sont maigres, même si le lycée professionnel d'Étel a clairement exprimé son refus de la délégation F.N., et même si 2 000 lycéens ont manifesté à Brest (où étaient leurs profs?).

Cela posera évidemment un problème à moyen terme. Si une mobilisation de plus grande ampleur ne se manifeste pas d'ici la rentrée, la tentation de jouer «perso» sera forte : les instances universitaires ont l'avantage sur les lycées de pouvoir légalement désassocier le Conseil régional de leurs instances.

En supprimant ainsi le délégué du Conseil régional de ses statuts, l'UFR de Maths, actuel fer de lance de la lutte, peut donc, au prix (non négligeable) d'une mauvaise manière aux élus régionaux, rester fidèle à sa décision de refuser la présence du F.N. sans bloquer le fonctionnement de son Conseil. En revanche, cette éventualité laisserait

dans la merde les établissements qui ont moins de marge de manœuvre (notamment les lycées). Mais on ne peut être solidaire que de ceux qui luttent! Rendez-vous donc à la rentrée pour savoir si une mobilisation globale sera à même de faire reculer le Conseil Régional.

COQ'S

Solidarité contre la répression!

La phrase de Woody Allen «La dictature c'est ferme ta gueule, la démocratie c'est cause toujours» montre ses limites quand on regarde la réalité judiciaire de «nos» démocraties. Tu peux toujours causer si tu ne représentes aucun danger pour le système. Dans le cas contraire, la justice montre son vrai visage c'est-à-dire une institution au service de l'État et du capitalisme.

Depuis Mai 1968, la réalité du mouvement anarchiste a changé. Sans être un mouvement de masse, quelques organisations ont dépassées le cadre groupusculaire qui était le leur il y a trente ans.

Le mouvement libertaire doit par conséquent faire face à une campagne de répression. *Le Monde libertaire* en deux ans en est à son troisième procès. Radio Libertaire est aussi poursuivie... Le *Chat Noir*, journal de l'O.C.L. de Reims, a été condamné à 26 801F pour un article contre un directeur de M.J.C. Trois militants de l'O.C.L. sont aujourd'hui poursuivis. Après une manifestation anti-Mégret un militant de l'O.C.L. risque trois mois de prison, 300 000 F d'amende après une altercation avec deux RG (renseignements généraux) qui provoquaient le cortège au point que les manifestants pensaient que c'étaient des fascistes... Deux autres membres de l'O.C.L. sont en attente d'un procès «antiterroriste» pour avoir hébergé des réfugiés basques au nom du droit d'asile et de la solidarité face à la répression. Pour ces raisons, l'O.C.L. de Nantes organise le samedi 13 juin 20 h 00 à Coueron (1) un méchoui de solidarité. Le groupe FA. de Nantes s'associe à cette campagne de solidarité.

Keyser Sozé (groupe FA de Nantes)

(1) Pour toutes informations 02.40.37.98.41

L'heure de la vie...
Polle...
mage et la pré...
Fin avril, le co...
de la mairie l...
prochainement...
«Grains de...
lectifs indépen...
dans la dynam...
chômeurs en l...

O...
les

Parce qu'il...
cipes du synd...
de l'action di...
sent des con...
débats (Chia...
1er Mai, l'éco...
chés, la lutte...
Havre); par...
jections de fil...
des princes...
mal de Med...
éditent un bu...
que tout le m...
éléments d'a...
flexion pour...
possible; par...
se résignent p...
ces grains de...
Ne souhai...
démobilisati...
coups, les G...
l'offensive. A...
Plaisance, m...
réponse; un...
suscitant au...
ils décidaie...
mêmes la rép...

Cr

175 pendus...
d'une corde...
Rouen, le 7...
de l'entrepre...
terie, spécia...
Seine depui...
Elle a été r...
Mölnlycke, e...
peu perfor...
pays de l'Es...
Le 27 avril...
sites SCA F...
Ponchâteau...
devant le m...
Aujourd'hui...
à l'occasion...
sée par le...
C.G.T.

M.L. : Pou...
la décrire...
R : En fait...
turation),...
investisseme...
MF. Le plan...
SCA actue...
papierier a...
décidé qu'...
partie. En...
compte q...
serait pas...
ne les int...
démonter...
l'Est, notam...
le site afin

EVREUX

Le local des « Grains de Pollen » est sauvé

IL Y A QUATRE MOIS, après 48 heures d'occupation de l'hôtel de ville d'Evreux, Grains de Pollen - comité contre le chômage et la précarité - obtenait un local. Fin avril, le comité recevait un courrier de la mairie lui indiquant qu'il devait prochainement quitter les lieux.

« Grains de Pollen » est un de ces collectifs indépendants nés pour la plupart dans la dynamique du mouvement des chômeurs en France et en Europe.

On voudrait les faire taire!

Parce qu'ils renouent avec les principes du syndicalisme révolutionnaire, de l'action directe; parce qu'ils organisent des conférences, des expos, des débats (Chiapas, éducation, histoire du 1er Mai, l'économie racontée aux fauchés, la lutte des licenciés d'Auchan-Le Havre); parce qu'ils organisent des projections de films qui ne sont pas au goût des princes (*Watani, un monde sans mal* de Med Hondo (1)); parce qu'ils éditent un bulletin (*Le Sirocco*) pour que tout le monde sache et possède des éléments d'analyse, des pistes de réflexion pour dépasser les frontières du possible; parce qu'ils sont debout et ne se résignent plus, on voudrait faire taire ces grains de pollen.

Ne souhaitant pas attendre l'été démobilitateur et saison des mauvais coups, les Grains de Pollen ont choisi l'offensive. Après un courrier à Roland Plaisance, maire d'Evreux, resté sans réponse; une conférence de presse ne suscitant aucune réaction de la mairie, ils décidaient d'aller chercher eux-mêmes la réponse du maire.

Venus de Nantes, de Rennes, de Paris, les invités (2) ce 2 juin ont donc eu le plaisir de visiter l'hôtel de ville où nous allions vivre quelques moments riches et comiques.

Vive les mariés

D'abord, on nous posa le problème d'un mariage programmé dans une heure sans la salle prévue à cet effet et que nous avions envahie. Nous ne voulions pas empêcher cette union mais ne souhaitons pas perdre l'accès à la salle. Tractation avec les employés de la mairie et la police d'où il ressort que nous verrons cela avec les futurs époux. Voici enfin la belle et son prince charmant qui, découvrant la situation nous invitent chaleureusement à assister à la cérémonie déclarant leur soutien à la lutte des chômeurs. Ils se sont mariés sous les applaudissements des occupants et ont pris congé, après la photo de famille. Enfin, M. le maire qui, après avoir d'abord quitté la mairie pour une « réunion à la préfecture », vint nous rendre visite.

Après le mariage, le grand guignol

« Vous ne représentez rien », « vous êtes une association anarchiste », « vous employez des méthodes fascistes », « les extrêmes se rejoignent... » M. le maire aime les lieux communs et les arguments de bistrot. Mais qu'il est jouissif de le voir ainsi jouer son numéro hypocrite et dévoilant son vrai visage devant un parterre qui l'interrompt, lui répond, lui tient tête, l'oblige à écouter la réalité des précaires, lui dit en face ce

qu'il pense de la charité, des services sociaux. Des individus qui lui disent ce qu'ils ont sur le cœur. C'est bon aussi de vider son sac!

Fin du dialogue sur une promesse orale de ne pas nous expulser et de trouver une solution pour notre rélogement (les actuels locaux doivent être refaits et sont destinés à une association s'occupant d'enfants handicapés) avec à la clef une proposition sous huitaine. A.G. des occupants pour décider de l'attitude à

avoir et décisions, après avoir pesé le pour et le contre, d'envahir son bureau pour avoir un document signé.

Le ton monte un peu puis le dialogue s'installe avec le chef de cabinet du maire (M. le maire est en réunion...) On nous demande au téléphone, c'est le collectif de Nantes qui vient aux nouvelles et nous promet cent personnes en plus pour demain. « Cent personnes » s'exclame le copain, « c'est super! ». Évidemment, autour de lui tout le monde a

entendu... Le chef de cabinet du préfet demande à nous voir... Pourquoi? On n'en sait rien... Qu'il vienne s'il veut nous voir, nous n'enversons pas une délégation. Discussions, tractations et... nouvelle entrée de M. le maire jouant l'ulcéré, exigeant que l'on quitte son bureau, menaçant des forces de l'ordre, refusant de signer aucun document. Devant l'obstination, il accepte de lire les quelques lignes rédigées par Grains de Pollen si nous libérons son bureau. Sachant que, lui devant et nous autour, il restait à notre disposition, nous attendimes dehors les trente secondes qu'il fallait pour signer. Nous quittions la mairie rassurés sur l'avenir du local après moins de cinq heures d'occupation. L'action directe, ça tient la route!

Bruno,
groupe d'Evreux

(1) La C.C.O.C. (Commission de classification des œuvres cinématographiques a assorti l'exploitation de ce film de la mention suivante: « plusieurs scènes violentes et notamment celle de suicide collectif sont de nature à troubler la sensibilité du jeune public »; la violence de ce film est infime en rapport à celle dans laquelle nous évoluons et il n'y a pas de suicide collectif...

(2) mardi 2 juin, les Grains de Pollen avaient invité ceux et celles qui voulaient nous aider à se joindre à nous pour défendre le local (nous y faisons allusion dans le précédent *Monde libertaire*, page 3). Étaient là des membres des collectifs de Nantes, Rennes, E.D.F.-Barbès, des militants de la C.N.T. et de la F.A., en tout une trentaine de personnes.

Grains de Pollen, 1, rue Isambard, 27 000 Evreux. Permanences de 14 h à 17 heures du lundi au vendredi; tél.: 02 32 39 59 90. Pour recevoir *le Sirocco*, envoyez votre adresse et un timbre à 4,50 F, ou plus si affinité...



Croisset: des papetiers en lutte

175 pendus faits de papier de cellulose se balançaient au bout d'une corde dans la cour de la papeterie de Croisset, près de Rouen, le 7 avril 1997, à l'annonce de la prochaine fermeture de l'entreprise. 175, c'est le nombre de salariés de cette papeterie, spécialisée dans la ouate, et implantée sur les rives de la Seine depuis le début du siècle.

Elle a été rachetée en partie en 1980 par le groupe suédois Mölnlycke, qui aujourd'hui, veut se débarrasser de sites trop peu performants en terme de profit et délocaliser dans les pays de l'Est.

Le 27 avril 1998, accompagnée de délégations de 12 autres sites SCA français, les salariés en grève de Croisset, Lincel et Ponchâteau déversaient des tonnes de couches-culottes devant le ministère de l'Industrie.

Aujourd'hui, pour Croisset, la lutte n'est pas terminée, et c'est à l'occasion d'une journée portes ouvertes le 23 mai, organisée par les salariés que nous avons pu rencontrer un élu C.G.T.

M.L. : Pouvez-vous faire l'historique de votre lutte et nous la décrire ?

R : En fait, la lutte est due à un plan « Network » (de restructuration), annoncé en 1996, alors qu'on venait d'avoir nos investissements sur une nouvelle machine à hauteur de 120 MF. Le plan déterminait des sites stratégiques dans le groupe SCA actuel. C'est avec le jumelage avec PWA, qui est un gros papetier allemand que les problèmes ont commencé. Ils ont décidé qu'il y aurait des sites supports, dont Croisset faisait partie. En lisant bien les textes du rapport, on s'est rendu compte qu'on allait sauter à courte échéance et qu'on ne serait pas les seuls. Malgré les 120 MF d'investissement, le site ne les intéressait plus en l'état actuel, ils ont décidé de démonter les machines pour les délocaliser dans les pays de l'Est, notamment en Pologne. Ils veulent casser complètement le site afin d'éviter la reprise par tout autre concurrent.

M.L. : Quelles sont les perspectives actuelles ?

R : Comme je vous l'ai dit, c'était la casse complète de l'outil de travail qui était prévue, aussi bien fabrication que transformation. On a lutté bien entendu, on a fait plusieurs jours de grève, on a alerté les médias, les ministères, on a fini par nos élus et la population. On a obligé S.C.A. à chercher un repreneur. Ils disaient qu'ils le faisaient mais on savait pertinemment que ce n'était pas le cas puisqu'ils avaient mis la barre à 300 MF, alors qu'on sait qu'actuellement, le site vaut entre 100 et 120 MF. C'était écarté tout repreneur potentiel en gonflant volontairement le prix pour être certains de récupérer les machines sans problèmes.

Grâce à la lutte qu'on a menée avec tous les salariés et tous les gens qui ont pu nous aider, on a obtenu qu'ils commencent à chercher un repreneur. Actuellement il y a du monde sur les rangs. On peut citer CELTEC, une petite entreprise anglaise, qui actuellement aurait la possibilité de reprendre 60 emplois. Mais ce n'est pas la fin du combat : chez nous, on est 175, et c'est tout le site que nous voulons sauver. C'est un pied qui a été mis à l'étrier, je dirais, on a déjà gagné quelque chose puisque leur ambition, c'était de démonter la totalité. En fin de compte, il y a déjà 60 emplois qui sont sauvés, mais nous, on veut continuer jusqu'au bout.

M.L. : Quels sont vos moyens d'actions ?

R : Ça a démarré en avril 1997, on a écrit à tous les élus (maires, députés, sénateurs...) on a fait « la totale », le ministère de l'Industrie, on a eu plus ou moins de réponses. Des gens ont commencé à se motiver en se posant des questions sur la véracité des dires de SCA et la façon dont ils voulaient casser le site. Quand ils ont pu se renseigner correctement, ils ont vu que c'était nous qui avions raison. C'est qu'on avait depuis 1995 installé la machine et que SCA avait changé de stratégie très rapidement, et laissait la machine tourner à un rythme bien inférieur à ce qu'il aurait dû être. Ce sont les salariés de

Croisset qui ont commencé à se bagarrer pour qu'elle tourne, ce qu'on a réussi, d'ailleurs.

Tout simplement parce qu'ils avaient fait une erreur de stratégie en investissant 120 M à Croisset, alors que rachetant TWA, ils n'avaient plus besoin de Croisset.

M.L. : Quel a été le mode d'organisation de la lutte ? Comment se sont prises les décisions ?

R : Les décisions ont toujours été prises par la totalité des salariés, en assemblée générale. Nous, nous sommes les élus, nous sommes là pour diriger un petit peu les opérations, mais toutes les décisions ont été prises en commun. Telle la journée d'aujourd'hui : les gars nous ont dit, on a fait plein de choses sur l'extérieur, pourquoi on ne fait pas visiter notre entreprise ? Cette journée porte ouverte, c'est une demande des salariés. Si vous voulez, on ne travaille pas seuls, c'est chacun qui amène ses idées. C'est pour cela qu'actuellement, il y a une telle force à Croisset et qu'on n'est pas prêts à se laisser faire, aujourd'hui, la totalité du personnel est ici. On en est au huitième mouvement de grève. Le dernier remonte à la journée du 27 avril où nous sommes montés au ministère avec le groupe France-SCA, des sites comme Lincel Ponchâteau, et bien sûr Croisset, tous fermés pendant 24 heures, les autres ayant envoyé une délégation. On était à peu près 860 devant le ministère de l'industrie, où on a pu être reçus, on a pu dialoguer avec eux et voir quelles étaient leurs intentions et leur connaissance du dossier. Nous avons pu leur amener des précisions différentes de ce que pouvait dire SCA. Je pense qu'ils ont très bien compris le message et ce n'est certainement pas SCA qui a des soucis à se faire sur la stratégie qu'ils sont en train d'adopter, une stratégie en dent de scie, complètement floue, on ne sait même pas quel but ils poursuivent, si ce n'est celui du profit bien entendu. Je plaisantais...

propos recueillis par Eric et Virginie
groupe de Rouen

Ukraine : la chasse aux « fauteurs de troubles » est ouverte

Depuis début mai, les services de sécurité ukrainien intimident et répriment le groupe Initiative anarchiste Tigra Nigra de Kiev et le mouvement écologiste radical Rainbow Keepers (les gardiens de l'Arc-en-ciel). Ces intimidations ont commencé juste avant la réunion à Kiev du sommet de la Banque européenne de reconstruction et de développement. Des sommes colossales ont été dépensées pour le « toiletage » du centre ville, pour l'aménagement d'hôtels de luxe ou pour l'achat d'autobus destinés aux milliers de financiers attendus. Avec d'autres organisations, comme Rainbow Keepers, Tigra Nigra prévoyait une manifestation le 9 mai 1998 devant le centre de réunion de la BERD : protestation contre les sommes énormes dépensées alors que le gouvernement n'a soit disant pas d'argent pour payer les salaires et que les étudiants « méritants » reçoivent une bourse de 6 dollars/mois, protestation contre la BERD qui se présente comme une banque humanitaire alors qu'elle n'est qu'une banque d'affaires, et enfin contre le financement de la centrale de Tchernobyl (même si ce financement a été suspendu pour non respect par la partie ukrainienne des clauses du contrat, l'usine n'est toujours pas fermée). Depuis des semaines, le pouvoir menait une opération « ville propre » pour le sommet ayant débarrassé le centre ville des SDF et des chiens errants, ils sont passé aux possibles « fauteurs de troubles ». Voici le texte communiqué par Tigra Nigra et Rainbow Keepers.

LE TRAVAIL DES SERVICES DE sécurité visant à éviter toute protestation contre la politique économique de la BERD en Ukraine de la part des activistes de Tigra Nigra et de Rainbow Keepers a commencé bien avant le sommet.

En février des organisations écologistes dont Rainbow Keepers ont adressé au directeur de la BERD une lettre, dans laquelle ils dénonçaient les machinations menées par le gouvernement et d'autres organisations officielles avec l'argent attribué par la BERD pour la fermeture de l'usine de Tchernobyl. Sur la base de cette lettre, la BERD, après un contrôle, a suspendu les crédits.

Cambriolage et perquisition illégale

Le 16 avril l'appartement d'un activiste des Rainbow Keepers a été cambriolé. L'ordinateur, l'appareil photo avec pellicule et le téléphone avec le répondeur et sa cassette ont été volés. Le choix des objets ont fait penser que les services de sécurité avaient joué un rôle.

Le 23 avril a eu lieu la première manifestation conjointe entre Rainbow Keepers et Tigra Nigra, pour exiger que la centrale de Tchernobyl soit fermée et

que de nouveaux réacteurs ne soient pas construits dans les centrales de Rovno et de Khmelnytsky. Les pouvoirs publics ont autorisé la manif. Cependant, le lendemain, la police a effectué une perquisition illégale « pour découvrir de la drogue » chez un activiste de Tigra Nigra, Dimitri Mejouiev, où logeait cette nuit là des participants venus d'autres villes. Tous se sont vus contrôler et forcés d'écrire une « explication » au poste de police.

Le 5 mai un officier du SBOu, services de sécurité, a convoqué officiellement un des activistes de Tigra Nigra, Maxime Boutkevitch, par l'intermédiaire de la fac de philosophie où celui-ci étudie. Au cours d'une « conversation » de deux heures on lui a demandé, puisqu'il était selon le SBOu un des initiateurs des actions possibles contre la BERD, de ne pas entreprendre aucune action pendant le sommet. L'officier a aussi tenté d'obtenir de l'information sur les membres de Rainbow Keepers, qui selon lui préparait l'action de protestation contre la BERD avec Tigra Nigra. De plus, la discussion s'est accompagnée de menaces directes ou voilées : risque d'être exclu de l'université, menace de diffusion de rumeurs le discréditant, en particulier sur son « travail d'indicateur »

dans le milieu radical, et des allusions à la possibilité d'arrestation préventive des initiateurs d'actions possibles pendant le sommet. Le lendemain, 6 mai, l'officier a exigé d'avoir encore deux rencontres avec M. Boutkevitch : il lui a proposé non seulement de collaborer avec le SBOu, mais aussi d'effectuer une mission à l'étranger en utilisant les contacts dont il dispose.

La conversation a permis de comprendre que les téléphones étaient sur écoute. Afin d'éviter alors des arrestations préventives, certains d'entre eux ont quitté leur appartement. Le 8 mai, un des anarchistes a découvert, que la police avait, pendant son absence, posé des scellés sur son appartement. Le même jour, dans l'appartement de Nadia Chevtchenko, une activiste des Rainbow Keepers, la police est venue contrôler les papiers des militants qui se trouvaient là et a essayé d'emmener, Sergueï Fomitchov (de nationalité russe). Le 8 mai encore, la police est venue inspecter l'appartement d'un anarchiste, ce devait être le lieu où, selon les informations des services de sécurité, les anarchistes se seraient réunis pour planifier l'action contre la BERD alors qu'il n'en a jamais rien été. Les policiers ont prétendu que près de sa maison une Mercedes aurait été volée, et qu'ils vérifiaient tous les appartements ; après vérification, aucun des voisins n'avait reçu la visite de la police. Le même jour, une des activistes de Rainbow Keepers, I. Korol, a été arrêtée dans le métro ; après contrôle des papiers et fouille, elle a été libérée. Enfin ce jour là, le père d'un des

anarchistes, haut fonctionnaire, a reçu des informations sur une prétendue liste noire, à la disposition du Président et dans laquelle figurait son fils. Peu de temps auparavant la même information avait été communiquée au père d'une fille qui sympathise avec les anarchistes de Tigra Nigra.

Arrestation et menaces

Dans la nuit du 8 au 9 mai, dans une rue centrale, M. Boutkevitch a été arrêté alors qu'il discutait avec une amie et ce juste après avoir fixé ce rendez vous par téléphone. Bien que les papiers de M. Boutkevitch aient été en règles et qu'il n'ait rien commis d'illégal, il a été arrêté (alors que la jeune fille, sans papiers, s'est vue priée de rentrer chez elle). Les policiers ont d'abord tenté de l'accuser d'« infractions administratives » (scandale sur la voie publique), puis ont déclaré qu'il ressemblait à un criminel recherché. Libéré une heure après il a du rentrer à pied. Pas loin du poste de police quatre civils l'ont arrêté de force et ont menacé de le battre, de le tuer ou même de le violer (puisqu'il avait une boucle d'oreille qu'ils lui ont d'ailleurs arrachée) s'il « faisait des bêtises » comme « par exemple se promener la nuit ». Ensuite ils l'ont filé de manière ouverte jusqu'à ce qu'il rentre chez lui.

Le 9 mai a eu lieu une action de protestation contre le financement par la BERD des usines nucléaires de Rovno-4 et Khmelnytsky-2, organisée par Rainbow Keepers soutenu par Tigra Nigra. Cinq participants ont été arrêtés.

accompagnée d'actions théâtrales et N. Chevtchenko, accréditée comme journaliste auprès du sommet, a été arrêtée par la police qui a tenté de lui arracher une pellicule sur laquelle avait été fixée à la fois l'action et les arrestations.

Ce jour là, le SBOu a rempli ses menaces d'arrestations préventives. Les membres de Tigra Nigra, Dimitri Mejouiev et Anna Dovbakh, ont été arrêtés un soir dans un parc, où ils préparaient des matériaux pour une action. Entourés par la police qui leur a confisqué leur papiers, ils ont été emmenés au poste, où, sans qu'une accusation leur soit présentée, ils sont restés jusqu'au procès, le lendemain matin. Lors de leur procès, ils ont appris qu'ils étaient détenus une heure avant le procès. Lors d'un procès à huis clos ils ont été reconnus coupable de « petit vandalisme » et condamnés à cinq jours de prison. Il faut noter que selon le code civil, les procès concernant des infractions administratives doivent être publics. Le « vandalisme », selon les policiers, consistait en des jurons proférés (ce qui est ridicule et tout à fait invraisemblable quand on connaît les personnes arrêtées).

Action contre le sommet de la BERD

Malgré les arrestations préventives et l'absence de matériel, une action a quand même été menée le 12 mai. Les membres de Tigra Nigra et de Rainbow Keepers ont distribué dans le centre ville de la petite monnaie symbolisant les investissements de la BERD dans l'économie ukrainienne, avec le texte des « Accords » sous les conditions d'investissement. Ces « Accords » sous une forme sarcastique montrent que la BERD représente un instrument de globalisation de la politique néo-libérale.

Tous ces événements se sont accompagnés du silence des médias. Seul le dernier jour du sommet, sur une des chaînes télé a été montrée l'arrestation du 9 mai et l'action du 12 mai. Le lendemain une autre chaîne locale a consacré un court sujet à la sortie de prison de I. Korol. Le 14 mai seulement un des journaux les plus importants a publié un article sur certains des événements, avec un commentaire officiel du SBOu : une partie des faits était niée et il était affirmé également que « les services secrets avaient agi dans le cadre de la loi ».

Ce qui s'est passé a montré le vrai visage de la « démocratie » ukrainienne, la vénalité de la presse, la toute puissance des services secrets et l'absence totale de droits des simples citoyens. Il est évident que le but de ces persécutions était de ne laisser filtrer aucun avis négatif concernant la politique de la BERD. Cependant, il n'y a aucune certitude qu'avec la fin du sommet les répressions s'arrêtent. Nos camarades sont toujours en prison. C'est pourquoi nous, activistes de Tigra Nigra et des Rainbow Keepers nous demandons à tous ceux qui peuvent être intéressés, de nous offrir leur soutien.

Initiative anarchiste Tigra Nigra, Mouvement écologiste radical (Rainbow Keepers)

Pour leur apporter votre soutien vous pouvez diffuser cette information et surtout envoyer une lettre de protestation à l'Ambassade d'Ukraine de votre pays.



Le lendemain, lors d'un procès à huis clos, quatre ont été condamnés à trois jours de prison et I. Korol à quatre jours, « pour refus d'obéissance à la police » : ils se seraient accrochés aux uniformes des policiers... alors qu'ils ont été arrêtés par des civils. Trois d'entre eux se sont mis en grève de la faim, et Irina Korol, a même refusé de boire. L'arrestation des activistes a choqué même les membres du sommet de la BERD : son représentant, Ch. Franck, a annoncé qu'il avait demandé que les personnes arrêtées soient libérées, mais qu'on lui avait répondu que « toutes les personnes arrêtées étaient déjà libérées ». Néanmoins, ils ont été détenus jusqu'au bout. D'autres participants de cette manifestation ont été filés après la fin de l'action.

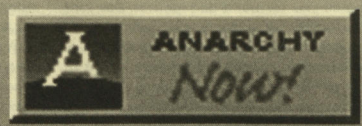
Les 10 et 11 mai, des Rainbow Keepers ont distribué dans le centre-ville des tracts contre le financement par la BERD des réacteurs de Rovno et Khmelnytsky, et ont été les deux fois arrêtés par la police. Le 11, la distribution a été

dans la toile

Nicolas nous signale quelques « nouvelles adresses anti secte et sceptiques ». Parmi celles-ci, j'ai retenu pour ne pas se laisser piéger par les sectes... (<http://www.mygale.org/01/tussier/sciento.htm>) et La page du doute (<http://www.sceptiques.qc.ca/>). Ces deux sites francophones ne sont pas exhaustifs mais permettent de bien commencer une documentation. Pour être informée sur l'évolution des luttes en Corée, vous avez Picis (<http://kpd.sing-kr.org/~picis/>), un centre d'information, et les syndicats locaux : KMWf (<http://www.kmwf.or.kr>) et KANIS (<http://kpd.sing-kr.org/~pqa>). Si vous préférez suivre l'information militante australienne, c'est au Takver's Soapbox (<http://www.users.bigpond.com/Takver/soapbox/index.htm>) qu'il faudra rendre visite. Ces sites sont bien tenus à jour mais présentent essentiellement des contributions en anglais. Toujours intéressant et bien construit, le dernier et vingt-deuxième numéro du Web'do Clash Info (<http://www.users.imagnet.fr/~chrilou/nou->

[vau/default.html](http://www.vau/default.html)) est disponible. Christophe Leleu continue à nous donner un journal de bonne qualité et gratuit, qu'il en soit remercié. Retrouvez la nouvelle télévision associative parisienne Ondes sans Frontières sur son site (<http://lia.imt-mrs.fr/connex/05/05f.html>) et via CUSEEME (un tchatteur multimedia dont une version bridée est disponible ici : <http://www.wpine.com/>) : (AIOLI : <IP : 147.94.38.30 - ID : 9805> et FENRIS : <IP : 158.36.33.3>). A bientôt dans la toile.

Blue Eyed Keyboard



CINÉMA

Nouvelles de Cannes (3) Des films sans récompenses

PEU D'ÉCHO DANS LA PRESSE autour des films interrogeant notre présent, en profondeur et sans scandale. Citons pour exemple, le Claude Mourieras *Dis-moi que je rêve*. Pas de scandale dans cette famille, à part l'amour jamais défaillant, pas d'inceste, pas de transgressions croustillantes, mais des vaches porteuses de chaleur animale et non de maladie, des hommes avec leur grain de folie qui dénote le « trop » de leur désir d'humanité. (sortie, 3 juin).

La pomme de Samira Makmalbaf, 18 ans, fille du cinéaste Mohsen Makmalbaf est un film réjouissant. Par l'action conjuguée des voisins et de

l'assistante sociale, deux jeunes filles de 13 ans, enfermées par un père trop angoissé pour les laisser dans la rue, (la vie) car la mère est aveugle, sortent et découvrent... en fait rien d'extraordinaire, des pommes par exemple, la rue, une voie de chemin de fer, un jeu de marelle et elles entrent dans la ronde. Mais n'est-ce pas là l'essentiel? Le film est une victoire de la beauté et de la poésie sur la laideur de l'enfermement. Du côté des femmes, il y a eu aussi des films remarquables qu'on a ignorés. Laetitia Masson avait jeté avec *En avoir ou pas* un beau pavé dans la mare de la bienséance du cinéma français. Avec son deuxième

long métrage, *À vendre*, son propos se corse et se complique... et qui veut des complications? Sandrine Kiberlain est encore au centre de son film. Avec un culot monstre, cette belle fille se fout à poil au milieu d'un champ ou pleure à vous donner des frissons. Elle pleure en compagnie d'une poule réelle, et ce n'est pas la seule image surréaliste du film. Elle se casse la figure, mais quel prix à la liberté? Elle veut juste vivre et ne pas souffrir de l'amour, des étreintes si nécessaires et si compliquées. Laetitia Masson lui a donné un italien comme partenaire dont la grande carrure mangue la fragilité, Sergio Castellitto. Un couple étonnant est né. Il fuit et il la suit. Un film avec un trop plein d'idées et d'images. Si dans le film de Laetitia Masson, la femme se fait payer pour éviter le lien par le sentiment, Isabelle Huppert, qui incarne le personnage central de *L'école de la chair* de Benoit Jacquot paie pour se réserver les faveurs d'un jeune homme qui se prostitue comme d'autres prennent une douche. C'est le sexe sportif et l'ignorance profonde du jeu subtil des désirs contradictoires. (sortie non communiquée). *Ceux qui m'aiment prendront le train* de Patrice Chéreau donne des interprétations grandioses des tourments de cœur et de sexe en ne lésinant pas



à la petite semaine Tu vois qui en finale?

Nous avons ici même, à maintes reprises, dénoncé ce dangereux glissement sémantique néo-libéral qui, depuis plusieurs années, transforme tout possesseur d'un emploi stable en « privilégié », eu égard aux cohortes de chômeurs, et tout salarié défendant son dû, en général obtenu après dure bataille, en individualiste rétrograde à mentalité petite-bourgeoise, défendant le pré carré de ses « avantages acquis » au mépris de l'intérêt général.

Semblable imposture langagière est en passe, depuis quelque temps, de faire passer dans le vocabulaire courant l'expression « prise d'otages » dès lors qu'éclate ici ou là le moindre mouvement de grève. Que les transports s'arrêtent, que le courrier n'arrive plus, que les routiers fassent barrage, que des paysans assiègent une préfecture, et voilà que population, usagers, consommateurs, citoyens se transforment systématiquement en désastre humain, comme l'est une réelle prise d'otages, pour mieux le remettre en cause très bientôt.

Le soutien apporté à cette supercherie ne vient pas seulement – mais est-ce une surprise? – des seuls partisans avoués d'un mondialisme économique agressif et triomphant, mais aussi, encore une fois, de cette gauche politique et syndicale merdeuse qui aura tout renié et qui fait dire aujourd'hui à Louis Vianet que « l'état d'esprit de la C.G.T. n'a jamais été de prendre la coupe du monde en otage ». Autrement dit, pendant l'événement planétaire, pas de velléités revendicatives! Pas de conneries les gars, la lutte des classes attendra le coup de sifflet final.

Au fait, Louis, tu vois qui en finale contre la France?

Floréal

sur le nombre des personnages. Un film adulte, une somme. Mais pas de prix. Alors qu'il y avait des prix d'interprétation possibles et en quantité: Jean-Louis Trintignant, proprement stupéfiant dans un rôle double; Pascal Gregory à la fois proche et lointain, inquiet et blasé donne profondeur et épaisseur à son personnage; Vincent Perez en folle, travesti, chaleureuse personne humaine; Valeria Bruni-Tedeschi, une souffrance et une passion torrides et les plus

beaux yeux bleus du cinéma... Et évidemment, c'est à Patrice Chéreau que reviendrait prix d'excellence d'humour et d'ironie. Peut-on traduire toute cette finesse dans les langues des membres du jury de Cannes, explication peut-être hative, mais possible du choix de film d'Angelopoulos pour la palme d'or car son film se comprend sans paroles. *L'éternité et un jour* est de toute façon un très beau programme.

Heike Hurst (Fondu au Noir)

LECTURE

Les anarchistes et l'organisation. Maurice Joyeux

Qui dit coordination suppose l'ajustement du particulier et du collectif, chacun ayant une place bien définie et acceptée par tous ceux qui adhèrent à l'organisation.

Maurice Joyeux

CE TEXTE A PARU pour la première fois en 1979, dans le numéro 27 de la revue *La Rue*, aujourd'hui défunte et publiée naguère par le groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste, dont l'auteur fut précisément l'un des piliers. Il nous est proposé cette fois sous forme de brochure dans la collection éditée par le groupe Maurice-Joyeux (1).

La question de l'organisation demeure, dans le mouvement anarchiste français en particulier, un problème quasi permanent qui n'a cessé de le ronger de l'intérieur, de décourager nombre de bonnes volontés lassées par des conflits continuels, d'empoisonner quelques uns de ses congrès, l'empêchant bien souvent de se livrer à une analyse sérieuse et approfondie de la société dans laquelle il s'inscrit et de réfléchir plus avant aux moyens à mettre en œuvre, pour la transformer radicalement et de manière durable.

Maurice Joyeux se penche donc ici à son tour sur la question. Après avoir d'emblée réglé son compte à un anarchisme éhéré, qui amène ses partisans à se placer en dehors de la communauté, avec pour idéal d'atteindre à une sorte de « perfection humaine à partir de la

béatitude », rejoignant en cela les mystiques sans Église, l'auteur avance deux raisons primordiales, en les développant, qui empêchent selon lui l'anarchisme d'être crédible. La première d'entre elles l'amène à une réflexion pleine de bon sens sur cet « homme moyen », « pivot de routes les révolutions », plutôt enclin à reculer devant toute proposition de bouleversement profond mais qu'il faut pourtant convaincre de la justesse et de la validité des propositions constructives de la philosophie libertaire.

La seconde raison, le comportement des anarchistes eux-mêmes, porte Maurice Joyeux à dénoncer de manière vigoureuse ce qu'il appelle le paroxysme. Dans ce chapitre, il s'en prend avec virulence à cette frange de l'individualisme anarchiste perdue dans des « rêveries humanitaires » et essentiellement préoccupée de « sentiments nobles » noyés dans une « métaphysique vaseuse ». Sa plume ne connaît ici aucune pitié et son humour se fait des plus ravageurs. Bien sûr, le propos est daté et perd aujourd'hui un peu de sa pertinence, car les personnages évoqués ont depuis longtemps disparu de la scène et, au-delà d'eux-mêmes, la présence de cette tendance en tant que telle n'est guère plus en vérité qu'un souvenir. On peut aussi penser qu'il y a comme une sorte d'injustice à épinglez si durement les travers d'un courant particulier sans évoquer ceux des autres, dont les conséquences seront elles aussi parfois d'une extrême gravité. Maurice Joyeux le fera dans un autre écrit sur lequel nous reviendrons prochainement.

Outre cet humanisme ronronnant, l'exaltation de la violence gratuite et de l'exhibitionnisme provocateur passe également et fort heureusement à la moulinette. Sur ce sujet, observé avec acuité et une salutaire absence de démagogie envers le « jeunesseisme » qui excuse tout, on se rangera sans déplaisir à l'avis de l'auteur lorsqu'il note: « Il existe chez le rebelle, le pirate, l'insoumis, l'en-dehors aurait dit Armand, une sombre complaisance de sa condition en marge, une volupté et se mirer dans l'image qu'on donne de lui. un orgueil morbide à être rejeté par tous! »

Après un bref rappel historique lié aux difficultés rencontrées par le mouvement anarchiste français face à la question de l'organisation, Maurice Joyeux en vient au sujet lui-même. Et lui qui fut un partisan déclaré non seulement de sa nécessité mais aussi de l'absolu besoin d'un minimum structure et qui règle ici ses comptes avec ses adversaires résolus, principalement individualistes, ne semble toutefois pas dans le délire sectaire des adeptes des structures bétonnées, invariablement présentées par eux comme le remède miracle à tous les maux de l'inefficacité militante. Lucide, il renvoie dos à dos « individualistes » et « communistes », toujours prompts à répéter les mêmes éternels conflits. Il s'écarte à la fois des tenants d'une « synthèse » accueillante, certes, mais propice aux compromis qui font les « justes milieux » stériles et sans caractère, et des disciples d'une « plateforme » rigoriste cherchant à palier les échecs mais sombrant dans une discipline de caserne. Rejetant donc le faux

débat entre mollesse et rigidité tactiques, Maurice Joyeux développe alors l'idée centrale de son écrit, qui situe l'échec des organisations anarchistes dans leur « impossibilité [...] » et quelles que soient leurs structures, à établir des rapports convenables, normaux, entre elles et les militants ».

Le tableau qu'il dresse du mouvement libertaire au moment où est réédité ce texte portera peu à l'enthousiasme si l'on précise que les choses n'ont guère changé aujourd'hui. Pourtant, il convient de ne pas se voiler la face et d'affirmer que la demande de Maurice Joyeux formulée alors, d'en finir avec l'attitude suicidaire d'hommes et de femmes « incapables d'assumer la liberté qu'ils revendiquent » et confortant parmi la population cette idée désastreuse d'une « impossibilité de s'organiser dans la liberté », demeure en partie d'actualité.

La réflexion de Maurice Joyeux n'est pas seulement pertinente par le fait qu'elle se distingue de celles des habituels commentaires sur le sujet, mais surtout parce qu'elle invite à considérer la question non plus seulement à partir des seuls changements de statuts ou de structures, toujours inopérants, et aussi par une réflexion sur l'état d'esprit du militant et la nature de son engagement, « si on ne veut pas que les temps futurs parlent des anarchistes comme on parle des stoïciens ou des épiciens, c'est-à-dire des gens qui inventèrent une philosophie non pour transformer le monde, mais pour s'aider à le supporter ».

Jean Robin

(1) *Les anarchistes et l'organisation*. Maurice Joyeux. Éditions du groupe Maurice-Joyeux. En vente à la librairie du *Monde libertaire*, 25 F.

copinage

La septième fête de « Mots et musiques » aura lieu le 15 juin à 20 h 30 au théâtre Clavel (3, rue Clavel à Paris 19^e). au programme : Christine Authier, Jean-Michel Brac, Marcel Eglin, Chantal Grimm, Marc Robine, Marie-Josée Vilar, Bevinda, Louis Capart, Catherine Fontaine, Mariana Montalvo, Serge Utgé-Royo, Sabine Viret. Places : 100 F et 80 F. Rés. : 01 43 84 70 04.

Salut Léo, gala le 14 juillet 1998 organisé par « Thank you Ferré » au Trianon, 80, bd Rochechouart (Paris 18^e) avec de nombreux artistes dont Claude Pieplu, Pierre Barouh, Xavier Ribalta, Céline Caussimon, Nicolas Reggiani, Fabienne Thibaud, Sabien Viret, Hiroto Tomobe, Zaniboni... tél. : 01 53 36 76 15.

Ras la coupe !

suffisante pour imposer un réel débat. Mais malgré la « pensée unique » qui règne sur la coupe, les organisateurs du CFO (Comité français d'organisation) sont inquiets. Guy Drut, ancien ministre de la Jeunesse et des Sports, exprime cette inquiétude : « [...] La vente des billets est un succès, mais il n'y a pas cette fierté d'accueillir des étrangers et de leur montrer notre pays, que l'on serait en droit d'attendre. » (2) L'inquiétude s'accroît quand on envisage une défaite rapide de l'équipe de France : l'image populaire du football français face aux caméras du monde risque d'être ternie. La mobilisation générale autour du slogan « Bienvenue au monde » décrétée autant par Chirac que par Jospin risque de devenir un pétard mouillé par rapports aux ambitions énoncées.

Néanmoins nous devons profiter de cette manifestation pour avancer quelques axes critiques :

- contre une société où le spectacle crée un folklore qui efface les souffrances, les consciences contre un système inégalitaire ;
- contre l'aspect financier. Alors que l'on accorde des miettes aux chômeurs comment ne pas dénoncer les 20-30 milliards d'argent public investis et les quelques dizaines milliards dont va bénéficier le privé ;
- contre l'aspect organisationnel. Comme le souligne la campagne de notre

fédération (affiche...), il faut mettre en avant l'irrationalité du slogan « La France accueille le monde » alors que « la gauche expulse ». La réalité de la coupe du monde illustre bien ce que l'on dénonce depuis des décennies : alors que les pauvres, les exploités, les sans-papiers sont refoulés aux frontières, les capitaux circulent de plus en plus librement.

Sport et libéralisme font bon ménage !

Au-delà de ces trois axes fondamentaux que nous devons mettre en avant pendant un mois, nous ne pouvons éviter d'aborder la collusion étroite qui existe entre le sport de compétition et l'idéologie libérale et réactionnaire. Le Pen par ces propos illustre ce lien : « Notre monde égalitaire n'aime pas la philosophie même du sport, c'est l'émulation, c'est le classement, c'est la hiérarchie du résultat, c'est la volonté de vaincre... » (3). Quel que soit le plaisir que l'on peut prendre en regardant ou en participant à un sport de compétition, on doit reconnaître que le sport n'est pas neutre politiquement. Il faut se distancier de l'attache sentimentale que l'on peut avoir pour regarder de plus près ce qui se trame dans le sport. Ce regard peut être facilité si l'on aborde le sujet par l'histoire. Or le premier constat que l'on fait, c'est la jeunesse du sport de

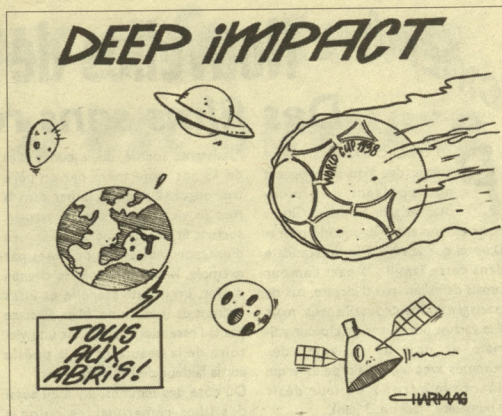
compétition qui avant le développement du capitalisme existe à peine. Avant le XIX^e siècle le sport a une fonction principalement militaire ou relève du pari. Au cours du XVII^e siècle, on parie sur des chevaux, on parie sur des courses à pied. Naissent les fondements du sport moderne : records, mesure et compétition. L'aristocratie voit dans cette pratique sportive une possibilité de sauver sa morale et sa vision du monde : « Le sport produit une élite plus ouverte avec des valeurs hiérarchiques proches de l'aristocratie » (Pierre Coubertin). Le sport a une vocation éducative : enseigner la discipline, les valeurs de l'effort, de la souffrance... Mais le sport moderne (de spectacle et de compétition) se développe réellement avec la société industrielle et capitaliste. Le football apparaît en France en 1897, en Allemagne en 1900, en Suède en 1904, en Angleterre en 1863... Le début du XX^e siècle va connaître un affrontement entre les aristocrates, les partisans d'une morale sportive et les capitalistes défendant un sport spectacle. Les premiers présents dans l'olympisme défendent la pureté de l'acte sportif : « Le spectateur est devenue une plaie, il abaisse le niveau moral du sport man » (4). Les capitalistes voient dans la construction du sport spectacle deux intérêts :

- Le sport réduit la distance entre différentes classes sociales et permet un mélange, une mobilité culturelle, en créant autour des usines, des villes, des régions, des nations des possibilités d'identifications.
- Le sport spectacle est aussi une réponse au développement des loisirs et du temps libre : il vaut mieux que les ouvriers de Peugeot aillent au stade de foot de Sochaux qu'à la Bourse du Travail et adhèrent au syndicat.

Ce n'est pas un hasard si les groupes industriels ont construit de nombreux stades au côté des usines en recrutant dans un premier temps des joueurs ouvriers : de Liverpool à Manchester à la fin du XIX^e siècle, de Peugeot à Sochaux, des Houillères à Lens, du textile à Lille... dans la première moitié du XX^e siècle. Si le patronat investit toujours dans ce domaine, c'est par rapport à l'image que le sport de compétition véhicule : l'esprit d'entreprise. Grâce en partie au sport, l'entreprise et sa direction reflète l'emblème de la réussite, de l'efficacité, de l'envie de vaincre. Car le sport véhicule dans son système et son fonctionnement les valeurs de l'idéologie libérale : compétition, classement, rendement, le corps au service du groupe et de la productivité... Et à l'occasion de cette coupe du monde, nous ne pouvons pas éviter cette critique. Comme le titre la brochure « Ras la coupe ! » (5) : « Le sport est essentiellement anti-égalitaire, le sport est hiérarchie, sélection, discipline et aristocratie. » Le sport reflète de par son mode de fonctionnement le productivisme : on utilise le corps, on le presse, voire on le dope, et une fois utilisée on le jette !

Régis Balry
groupe EA. de Nantes

- (1) Télérama du 27/05/1998.
- (2) Manière de voir, n°39.
- (3) L'Equipe du 15/02/1986.
- (4) Revue Olympique du CIO (Comité International Olympique).
- (5) Groupe FA de Nantes, Ras la coupe ! Ed du Monde libertaire, 20 F.



A G E N D A

vendredi 12 juin

- **MONTPELLIER** : Le groupe « Un autre futur » organise une fête à 19 h 30 à l'Antirouille. Au programme : orchestre Biharmonique ; Waarm ; Stevo's teen (Ska Fafare) et un happening folk core. PAF : 30 F.
- **PARIS** : Projection du film de B. Baissat sur André Bösigier, syndicaliste libertaire suisse (qui sera présent) à 19 h 30 à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot (11^e).
- **SAINT-OUEN (93)** : Un repas de quartier (où chacun apporte ses spécialités) pour manger, boire et discuter pour tous ceux qui ne supportent plus les supporters au POUM, 31, rue Farcot à partir de 20 heures.

samedi 13 juin

- **GRENOBLE** : Bal et banquet libertaires, organisé par le groupe Jules-Vallès de la Fédération anarchiste, à 19h30 au 102, rue d'Alembert.
- **LYON** : L'union locale de la Fédération anarchiste vous invite à la projection du film « Mai 68, il y a 25 ans » de Gudie Lawaetz de 1983 à 15 heures à la librairie La plume noire (19, rue Pierre Noire).
- **PARIS** : Inauguration (pot) de la bibliothèque du local La Rue à 15 heures au 10, rue Robert-Planquette (M^e Blanche ou Abesses).
- **PARIS** : La librairie du Monde libertaire organise un forum-débat avec Vicente Marti, auteur du livre « La Saveur des patates douces », 145, rue Amélot (11^e) à 16 h 30.

dimanche 14 juin

- **PARIS** : Fête du livre libertaire organisée par la C.N.T. au 33, rue des Vignoles. A midi, repas collectif ; à partir de 15 heures, Vicente Marti présentera son livre « La Saveur des patates douces » (souvenirs d'un militant espagnol).
- **SAINT-ETIENNE** : L'association de précaires « Main dans la Main » et le groupe Makhno de la F.A. organisent une Fête des luttes sociales sur le thème « Pendant la coupe du fric, la misère du monde continue ». Cette fête se déroulera dans l'ancienne école du Marais, près du stade Geoffroy-Guichard. Arriver avant midi (apporter un pique-nique). Appelent également à cette fête : le Comité de soutien aux sans-papiers, Ras l'Front, ACI, SUD-Rail, le groupe des 10 et des individus. Nous envisageons un Match des Sans (sans-papiers, sans emploi, sans fortune).

mardi 16 juin

- **BESANCON** : Le groupe Proudhon de la F.A. organise une réunion avec D. Cohn-Bendit (ex 22 mars, député Vert allemand), JP Duteuil (ex-22 mars, militant O.C.L.), G. Manfredonia (historien de l'anarchisme), P. Pelletier (militant F.A.) et Y. Peyraut (militant C.N.T.-Vignoles) sur 30 ans après 68, quel projet social ? Salle Battant, 50, rue Battant à 20 heures.
- **VANNES** : Tournée Ras la coupe ! à 20 h 30 à la Maison des associations, rue de la Tannerie.

mercredi 17 juin

- **ANGERS** : Tournée Ras la coupe ! à 20 h 30 à l'Étincelle, 26, rue Maillé.

vendredi 19 juin

- **CHELLES (77)** : Le groupe Sacco et Vanzetti de la F.A. organise une réunion publique sur le fascisme avec Philippe Pelletier, co-auteur de la brochure « Fascisme et post-fascisme » à 20 h 30, 1 bis, rue Emilie.
- **MONTPELLIER** : Le groupe « Un autre futur » de la F.A. organise un débat sur Mai 68 à 20 h 30 à l'Antre Anar, 5, rue Jeanne-d'Arc.
- **NANTES** : Tournée Ras la coupe ! au Local, 16, rue Sanlecque.

METZ

Les chômeurs luttent

À Metz depuis décembre 1997, les chômeurs et les précaires qui sont rentrés en lutte contre leurs conditions d'existence, n'ont pas cessé le combat ; cela fait donc plusieurs mois qu'ils se battent sans relâche contre la situation de misère que le capitalisme et les pouvoirs publics leur impose. La dernière action sous l'impulsion d'ACI, et du Collectif Autonome des « Chômeurs en colère » a eu lieu le dimanche 31 mai. C'est vers 8 heures du matin qu'une cinquantaine de personnes (40 adultes et 15 enfants), dont des sans-logis et des mal logés, ont occupé un lotissement abandonné (comportant 15 maisons) à Saint-Julien-lès-Metz. Ce lotissement fut construit en zone inondable et ses habitants ont dû être évacués suite à une inondation, il y a deux ans. Depuis des travaux d'aménagement ont été effectués et ce lotissement est donc aujourd'hui classé en zone de péril n°1, vue la vétusté des maisons. À part trois maisons plus ou moins conservées, les autres n'ont ni portes, ni fenêtres, ni sanitaires, les cloisons intérieures ainsi que les toitures sont partiellement détruites. L'objectif premier des chômeurs est donc de réhabiliter ce lotissement, grâce à leurs compétences et leur volonté d'agir, permettant ainsi à certaines familles de mal logés, de retrouver un véritable toit et de donner un toit à ceux qui, sur Metz, n'en n'ont pas. Mais le projet ne s'arrête pas là : il s'agit de faire de ce lotissement un lieu de vie autogéré comprenant des habitations pour les familles, un lieu d'hébergement ouvert à tous ceux qui n'ont pas de toit ainsi qu'une « Maison des rencontres » qui fonctionnerait sur le modèle des Bourses du Travail... Ce lotissement devrait devenir un lieu de vie et de lutte basé sur des notions d'entraide, de solidarité, de liberté individuelle, d'auto-gestion... et les projets ne manquent pas, tant sur le plan culturel (création d'une bibliothèque et d'une salle de spectacles...), que sur le plan social et politique. Mais pour l'instant la menace de l'expulsion pèse toujours ; l'huissier est venu constaté l'occupation des lieux, le maire de Saint-Julien-lès-Metz semble être débordé et est contre l'occupation. Quant à la préfecture, la silence est de mise, ce qui traduit un grand tracas de la part du préfet. Nous sommes donc dans l'attente ; attente qui permet pour l'instant à la vie de s'organiser et qui a permis le commencement des travaux dans le lotissement. Bref, en tant qu'anarchistes, nous ne pouvons que travailler activement à l'aboutissement de ce projet, en espérant que celui-ci devienne au plus vite une réalité. Mais malheureusement, nous avons besoin d'argent ou de la compétence de tous ceux et toutes celles qui voudraient s'investir dans cette aventure.

Maxime. - Groupe de Metz